

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/374		
CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TPM, FACE VAR, GRDF ET DES BAILLEURS SOCIAUX DANS LE CADRE DU PROJET "CIVIGAZ" - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/374

BUREAU DU 17 JUIN 2024

**O B J E T : CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LA
METROPOLE TPM, FACE VAR, GRDF ET DES
BAILLEURS SOCIAUX DANS LE CADRE DU PROJET
"CIVIGAZ" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et
au bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°20/12/298 du 15 décembre 2020 permettant le déploiement du Service d'Accompagnement de la rénovation Energétique sur le territoire métropolitain,

VU la délibération n°21/05/181 du 27 mai 2021 prescrivant l'élaboration du Programme Local de l'Habitat pour la période 2024/2029,

VU la délibération n°23/12/357 du 21 décembre 2023 visant l'accompagnement à la rénovation de l'habitat pour les propriétaires occupants relevant des plafonds ANAH pour l'année 2023,

VU la délibération N° 23/12/338 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU la convention régionale de mise en œuvre du Programme SARE « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 7 juillet 2021 pour la période 2021/2023,

VU le comité de pilotage national du programme SARE du 23 novembre 2021 entérinant des modifications importantes sur le programme SARE notamment sur les volets de la communication, des mesures surchauffes, du financement, des engagements des parties et des systèmes d'information,

VU l'avenant n°2 proposant la prolongation du dispositif en 2024,

VU l'avis favorable émis par la Commission Habitat Politique de la ville du 07 mars 2024,

VU les conventions ci- annexées,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole est amenée à développer des partenariats afin d'accompagner l'amélioration du parc privé et toutes actions en matière de rénovation énergétique auprès des administrés du territoire,

CONSIDERANT que GRDF a pour mission, de concevoir, construire, exploiter et entretenir le réseau de distribution de gaz naturel en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses missions de service public, GRDF s'est engagé à contribuer, sur le territoire qu'il dessert, au développement du réseau de distribution de gaz naturel en tant que celui-ci constitue un outil essentiel de la politique énergétique française visant à apporter aux consommateurs des solutions énergétiques performantes sur le plan économique et environnemental,

CONSIDERANT que lors du contrat de service public signé avec l'Etat, GRDF s'est engagé à mener des actions pour participer à la sécurisation des installations intérieures gaz et à la prévention auprès des clients en situation de précarité,

CONSIDERANT que CIVIGAZ est une opération initiée par la collaboration entre GRDF et la fondation FACE en vue d'accompagner le développement d'actions d'intérêt général pour lutter contre la précarité énergétique et renforcer la sécurité domestique dans les logements,

CONSIDERANT que CIVIGAZ a pour objectif de promouvoir la citoyenneté et l'engagement des jeunes au bénéfice des personnes les plus vulnérables à l'aide du développement du Volontariat Service Civique et de conseiller les familles sur la maîtrise de leur consommation énergétique et la sécurité des installations intérieures gaz,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer les conventions de partenariat ci-annexées avec FACE VAR, GRDF et les bailleurs sociaux dans le cadre du projet « CIVIGAZ ».

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à engager l'ensemble des actions rendues nécessaires pour la bonne exécution de ces conventions.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'incidence financière résultant de cet engagement sera pris en charge par le budget du service Habitat pour l'année 2024 sur la base d'un engagement maximum de 3 000 euros pour la prise en charge des titres de transports des services civiques déployés pour la période décrite.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Convention de partenariat

Entre La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

ERILIA

FACE Var

Et GRDF

dans le cadre du projet « CIVIGAZ »

Entre les soussignés

D'une part,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, son Président.

Ci-après nommée « la Métropole TPM »

D'autre part,

ERILIA, représenté par Monsieur Eric TISSOT, son Directeur

Ci-après nommée « le bailleur »

FACE Var

Association Loi 1901, domiciliée au 237 Place de La Liberté, représenté par Nathalie ALEXANDRE, sa Présidente.

Ci-après nommée « La STRUCTURE LOCALE PORTEUSE » ou « La structure »

Et,

GRDF

Société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n°444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet, 75009 Paris, représentée par Erick MASCARO en sa qualité de Directeur Territoire Var, dûment habilité à cet effet,

Ci-après nommée « GRDF »

Désignés également, ensemble ou séparément, comme les "Parties" ou la "Partie",

PREAMBULE

Présentation des Parties

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Dans le cadre de ses compétences en matière d'habitat, la métropole mène depuis plusieurs années d'une stratégie d'intervention forte en direction du parc privé.

Depuis sa création, et ce encore plus encore aujourd'hui face à la crise énergétique sans précédent et à laquelle nous devons faire face, la Métropole est engagée dans le souci de contribuer à ce que chacun de ses habitants puisse disposer d'un logement confortable, économe en énergie, et adapté à ses besoins.

Cette stratégie publique a trouvé sa déclinaison opérationnelle et innovante avec le déploiement du dispositif BIEN CHEZ SOI, service public permettant d'offrir à l'ensemble des administrés de la métropole un accompagnement pour l'amélioration et la rénovation de leur logement.

Aussi, depuis 2017, ce service, porte d'entrée unique pour l'ensemble des porteurs de projet sur le territoire métropolitain, accompagne, conseille, informe gratuitement les habitants dans leur parcours de rénovation. Il a permis d'accompagner des centaines de projets de rénovation de logements participant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'habitat privé

En proposant un service unique et intégré tel que celui-ci, la métropole a innové. Elle a su s'emparer d'outils mis à disposition pour apporter une réponse la plus adaptée aux enjeux de son territoire et a su rendre lisible ses interventions en matière d'amélioration de l'habitat, de limiter les consommations énergétiques du parc résidentiel et de lutte contre les gaz à effet de serre.

ERILIA

Nos logements ont de l'impact.

ERILIA conçoit, construit et gère sur la durée des lieux de vie à fort impact social, territorial et environnemental. Notre raison d'être : « Nous voulons rendre le logement accessible à tous pour changer la vie et contribuer à l'attractivité des territoires. »

Avec près de 65 000 logements et un réseau de 19 agences et 9 antennes en France, Erilia, ESH compétence nationale et société à mission, se positionne comme l'acteur majeur du pôle immobilier social des Caisses d'Epargne – Groupe Habitat en Région.

Société à mission depuis le 31 mars 2021, Un savoir-faire diversifié : construction en maîtrise d'ouvrage directe, acquisition-amélioration, acquisition en VEFA, aménagement, accession sociale à la propriété, vente de patrimoine, gestion de copropriété. Organisme de Foncier Solidaire pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Corse, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes. 897 collaborateurs, dont près de 630 au plus près de nos habitants et des territoires. 134 401 personnes logées. 1 701 logements livrés en 2022. 440 M€ de chiffre d'affaires et 80,7% de satisfaction globale des locataires

Dans le VAR ERILIA, est représenté par l'agence de Toulon (40 collaborateurs) qui assure la gestion de plus de 4200 logements sociaux répartis sur 28 communes de l'Ouest et du centre du Département (dont 3400 logements sur l'agglomération de TPM incluant les 1365 logements situés à Toulon).

FACE Var

FACE Var est un Club d'entreprises qui fait partie de la Communauté FACE, la Fondation pour l'Inclusion, présidée par Jean Castex. FACE Var a été créé en 2003 ; son conseil d'administration est composé d'entreprises et de la ville de Toulon, membre de droit.

FACE Var a pour objet social la mobilisation des entreprises du Var en faveur de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement et contre les discriminations. FACE Var agit avec les entreprises et pour les entreprises dans 4 domaines :

- l'éducation et l'orientation des jeunes en difficulté : pour faire le lien entre le monde de l'entreprise et les jeunes scolaires des quartiers sensibles ;
- l'inclusion par l'emploi : pour permettre à des chercheurs d'emploi éloignés du monde du travail d'accéder ou de retourner vers un emploi durable ;
- l'accès au droit : pour permettre l'accès au droit et aux services et assurer le maintien du lien social auprès de personnes en grande précarité
- la transition écologique et solidaire

GRDF

GRDF a pour mission, de concevoir, construire, exploiter et entretenir le réseau de distribution de gaz naturel en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte. Pour assurer cette mission, GRDF réunit rigueur, savoir-faire et esprit d'innovation tout au long d'une chaîne d'expertises au service de la sécurité du réseau

Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF s'est engagée à contribuer, sur le territoire qu'il dessert, au développement du réseau de distribution de gaz naturel en tant que celui-ci constitue un outil essentiel de la politique énergétique française visant à apporter aux consommateurs des solutions énergétiques performantes aux plans économique et environnemental.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone et contribuer à la transition écologique, le réseau de gaz naturel peut être un outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables sur le réseau grâce à son verdissement. Le gaz permet ainsi de répondre à tous les usages énergétiques en résidentiel comme en tertiaire grâce à des solutions couplant gaz naturel et EnR performantes et économiques pour les bâtiments.

Dans le contrat de service public 2019-2023 signé avec l'Etat, GRDF s'est engagé à mener des actions pour participer à la sécurisation des installations intérieures gaz et à la prévention auprès des clients en situation de précarité.

Le dispositif CIVIGAZ

CIVIGAZ est une opération initiée par la collaboration entre GRDF et la fondation FACE en vue d'accompagner le développement d'une action d'intérêt général au service des territoires pour lutter contre la précarité énergétique et renforcer la sécurité gaz dans les logements.

Le dispositif « CIVIGAZ » vise à lutter contre la précarité énergétique en lien avec la sécurité gaz via des visites réalisées au domicile de ménages modestes, ainsi que via des animations collectives et des accompagnements individualisés pour les publics concernés, par des volontaires en service civique et par des médiateurs professionnels.

CIVIGAZ a pour but de :

- Conseiller les familles sur la sécurité des installations intérieures gaz et la maîtrise de leur consommation énergétique(MDE) ;
- détecter des potentielles situations de précarité énergétique chez les habitants et faciliter la mise en lien avec les acteurs locaux compétents ;
- améliorer l'insertion socio-professionnelle de jeunes de 18 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap).
- promouvoir la citoyenneté et l'engagement des jeunes via notamment une mission d'intérêt général au bénéfice des personnes les plus vulnérables dans le cadre d'un programme de volontariat en Service civique ;

Ce dispositif contribuera à **sensibiliser environ 800foyers** par le biais de visites à domicile sur 12 mois et **400 personnes** au travers d'informations collectives.

Les **logements ciblés** par CIVIGAZ pour les Visites à Domicile (VAD)disposent d'une **alimentation individuelle en gaz naturel** utilisée pour le chauffage, l'eau chaude et /ou la cuisson. Le parc social et le parc privé sont ciblés indépendamment de la notion de quartier prioritaire. Les quartiers qui présentent des taux significatifs de précarité énergétique seront ciblés en priorité par les territoires.

L'ensemble du dispositif national CIVIGAZ est coordonné par la Fondation FACE, OMEGA et GRDF.

FACE Var est la structure chargée de la réalisation du dispositif et de son déploiement local au sein de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**. Elle est appuyée dans cette mission par **GRDF**.

Constatant la convergence de leurs préoccupations, les Parties ont décidé de coopérer et ont convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1. Objet de la Convention

La présente convention de partenariat (ci-après la "Convention") a pour objet de définir les engagements réciproques de **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ERILIA et GRDF** dans le cadre de la réalisation du dispositif « CIVIGAZ », ci-après désigné "Dispositif", déployé sur le(s) territoire(s) de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2. Engagements des Parties

En signant la Convention, **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ERILIA et GRDF** s'engagent à respecter l'ensemble des obligations découlant de la mise en œuvre globale du Dispositif.

Plus spécifiquement, **FACE Var** s'engage dans les termes suivants à :

- Assurer le **portage administratif et financier des volontaires, via la Fondation FACE ou par son propre agrément** ;
- **Coordonner avec GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et ERILIA, la mise en œuvre de l'opération** sur le territoire :
 - **Intégrer l'opération CIVIGAZ dans l'écosystème local** de partenaires et de dispositifs existants qui interviennent dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique et de l'insertion des jeunes ;
 - **Identifier des territoires cibles** avec la collectivité, les bailleurs sociaux et GRDF :
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - dans des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité
 - **Transmettre à GRDF national, au plus tard le 1er février 2024, la liste des rues à cibler pour le dispositif après concertation avec la direction territoriale de GRDF, les bailleurs sociaux et la collectivité**(liste à joindre en annexe de la Convention en précisant s'il s'agit de parc de bailleurs sociaux ou du parc privé)
- Organiser et animer les **comités de partenariats locaux** avec GRDF, **La Métropole Toulon Provence Méditerranée et ERILIA et tout autre acteur local jugé pertinent par les parties** ;
- Assurer la **gestion opérationnelle locale** du projet, c'est-à-dire :
 - Organiser le **recrutement, la formation et le management** de l'équipe de volontaires ;
 - Assurer une présence quotidienne auprès des volontaires dans les parcs de logements visités, via **2 médiateur.trice**, encadrant technique de l'équipe de volontaires,
 - Assurer la coordination globale du projet à travers la présence d'un.e coordinateur.trice territorial.e de projet.
 - Préparer et **organiser l'activité** des volontaires (tout au long de la mission (formation, visites-à-domicile, accompagnement au projet d'avenir)
 - Mettre en œuvre un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et écogeste) dont le contenu est précisé en annexe
 - Mettre en œuvre un programme d'informations collectives
 - Gérer la **logistique** du projet : local, gestion des stocks, déplacements, en lien avec la Fondation FACE, Oméga et GRDF
 - Favoriser la **mobilité douce** dans le cadre des déplacements quotidiens de l'équipe CIVIGAZ (métro, tramway, location de vélo, véhicule au GNV / électrique, etc.) dans une logique de cohérence avec les valeurs portées par le projet
 - Réaliser le **reporting mensuel** et le transmettre à la Fondation FACE le 5de chaque mois

- Réaliser un **rapport final** (bilan quantitatif, qualitatif), à transmettre à la Fondation, GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et ERILIA au terme de la fin de l'opération
- **Assurer l'animation et l'accompagnement des volontaires** dans leur « projet d'avenir » (accompagnement social, professionnel et développement personnel)
- **Assurer la mise en place d'actions de formations civiques et citoyennes** (Formation au premier secours, modules de formation sur les valeurs de la république et la découverte des institutions françaises et européennes, débats/conférences/forums sur les enjeux sociaux, etc.)
- **Contribuer à la communication locale** de l'opération en lien étroit avec La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ERILIA et la Direction territoriale de GRDF
 - La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage dans les termes suivants :
- Contribuer à l'**identification des quartiers cibles où il existe des potentiels de gisements de logements occupés par des ménages en situation de précarité (parc privé / parc social)**
- Contribuer à la **communication locale de l'opération** en lien étroit avec FACE Var, ERILIA et GRDF :
 - Coréaliser un **courrier d'information des habitants** (signé par la collectivité) ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés ;
 - Concourir à donner de la visibilité à l'action (newsletter de la collectivité, information sur son site Internet, etc.) et faciliter les possibilités d'affichage pour communiquer sur l'opération (panneau d'affichage, etc.)
 - Faciliter l'organisation d'animations collectives
 - dans des lieux stratégiques (ex : stand dans un marché) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif (en particulier en parc privé) en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile, permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement.
 - Dans des lieux dédiés à des animations collectives de quartier ayant pour principale thématique la maîtrise de la demande en énergie.
- **Garantir l'intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs représentants de la collectivité au Comité de Partenariats locaux ;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission à la coordinatrice CIVIGAZ de FACE Var d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser dans le cadre de l'orientation des habitants

- Prendre connaissance des situations rencontrées transmises par la coordinatrice et/ou le médiateur, suite à certaines visites à domicile effectuées dans son parc immobilier ;
- Participer à la **définition des modalités d'intervention des volontaires** sur les territoires ;
- Contribuer à la **formation initiale des volontaires** à travers, par exemple, la présentation de ses services et dispositifs :
 - Les dispositifs existants sur le territoire pour lutter contre la Précarité Énergétique
 - Les services et acteurs locaux : le Service d'Hygiène de la ville, le CCAS, etc.
- Contribuer éventuellement à la formation civique et citoyenne des volontaires :
 - en leur proposant la visite d'un musée, d'un tribunal, la rencontre avec un élu, etc.
 - en jouant le rôle de facilitateur auprès des établissements scolaires pour permettre aux volontaires d'organiser des ateliers collectifs sur le développement durable et l'économie circulaire et sensibiliser des élèves de primaire et collégiés dans le respect des programmes scolaires
- Participer à l'élaboration du bilan du dispositif
- Assurer l'**accueil des volontaires et des Médiateurs**, le lieu d'implantation pour cette mission de 12 mois est situé sur la commune de Toulon. L'usage qui sera fait de cette mise à disposition sera :
 - Une base pour le départ et le retour des volontaires et des médiateurs;
 - Un lieu adéquat pour les prises de repas du midi
 - Le lieu d'animation des réunions avec les volontaires et des médiateurs CIVIGAZ
 - Le lieu dédié à l'accompagnement socioprofessionnel des volontaires et leur formation civique et citoyennes
 - La Ville de Toulon prendra en charge les frais du local (loyer, fluides, connexion internet,...).

Plus spécifiquement, la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** prendra en charge les frais de déplacement des volontaires CIVIGAZ sur le réseau Mistral à hauteur de 10 abonnements maximum pour la durée de leur service civique

ERILIA s'engage dans les termes suivants :

Dans son parc de logements existant et dans ses futures résidences, Erilia s'engage à développer les solutions énergétiques adaptées pour ses locataires, tant en termes de modes de chauffage, de services de maintenance que d'accompagnement. La question des économies d'énergie, mais aussi de la sécurité des installations, est au cœur de ses préoccupations notamment vis-à-vis des personnes vieillissantes ou peu au fait des bons gestes à adopter. Il s'avère nécessaire pour ERILIA "d'aller vers" et de communiquer pleinement sur la précarité énergétique en recueillant les interrogations de ses locataires pour y répondre et les rassurer.

- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **FACE Var**, **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** et **GRDF**
- Garantir l'**intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :

- La participation d'un ou plusieurs de ses représentants au Comité de Partenariats locaux;
- L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
- La transmission la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Var** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser ;
- La contribution à l'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention sur son parc de logements, en transmettant la liste de ses logements ciblés par l'opération à la structure locale porteuse avant le 1er octobre 2023(liste à joindre en annexe de la Convention)
- Participer à la définition des modalités d'intervention des volontaires sur son parc de logements ;
- Autoriser FACE Var à déployer un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et éco-geste) dont le contenu est précisé en annexe
- Prendre connaissance des situations rencontrées qui lui seront transmises suite à certaines visites à domicile par la coordinatrice et/ou le médiateur.rice ;
- Procéder aux remplacements des robinets à bouts soudés (appareils de cuisson), interdits par la réglementation, détectés sur son parc de logement dans le cadre des visites à domicile réalisées par les intervenants CIVIGAZ
- **Faciliter l'organisation d'animations collectives** dans des lieux stratégiques (ex : dans les halls ou en bas d'immeuble, « kiosque » permanent) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement
- Coréaliser le **courrier d'information des habitants** ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés
- Participer à l'élaboration du bilan de l'opération

GRDF s'engage dans les termes suivants à :

- Participer aux **réunions des Comités de partenariats locaux**;
- Contribuer activement à l'**identification des territoires** à cibler par l'opération avec **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et ERILIA**;
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - Dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
- Contribuer avec **FACE Var** à la mobilisation des parties prenantes ;
- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ERILIA et FACE Var**;
- Transmettre à la **FACE Var** les **adresses des points de livraison gaz**, pour cibler précisément les personnes éligibles à l'action de sensibilisation CIVIGAZ ;

- Contribuer à l'organisation des évènements presse
- Contribuer à la formation des volontaires par une intervention pendant les modules de formation sur la sécurité de l'utilisation des équipements gaz ;
- Contribuer à la réflexion des volontaires sur leurs projets d'avenir en leur présentant les métiers de GRDF.

ARTICLE 3. Durée de la Convention

La Convention prend effet à la date de la signature des Parties. Toute nouvelle mission donnerait lieu à l'établissement d'un avenant signé par les Parties ou à une nouvelle convention.

La date prévisionnelle de fin de Convention est fixée au **31 octobre 2024**.

ARTICLE 4. Modalités financières

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, contribuera au financement en nature, de la prise en charge des transports pour les volontaires.

GRDF, contribuera au financement du déploiement du dispositif à hauteur de 109 000 euros HT. Cette contribution financière, a été versée par GRDF à la Fondation FACE, dans le cadre d'un mécénat externe à la présente Convention. Les sommes versées par GRDF seront redistribuées aux Structures Locales Porteuses, directement par la Fondation FACE.

ARTICLE 5 : Suivi des actions CIVIGAZ

Afin de s'assurer de la traçabilité des actions d'informations et de sensibilisation effectuées par les volontaires, les résultats des visites devront donner lieu à l'établissement d'une fiche de reporting.

La Structure Locale Porteuse s'interdit formellement d'utiliser directement ou indirectement et de transmettre à un tiers, les fiches ou leur contenu à toutes autres fins que celles prévues par la Convention.

ARTICLE 6 : Responsabilités et Assurances

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause, ou que son personnel ou toutes personnes auxquelles elle ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et places causent, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention à l'exclusion expresse des dommages immatériels tels que notamment perte de profit, perte de recette, perte d'exploitation.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour couvrir l'exécution des présentes et garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Elle s'engage à maintenir et à renouveler ces polices d'assurance en temps utile, à en justifier à première demande auprès des partenaires, et à en acquitter régulièrement les primes.

ARTICLE 7. Communication

Toute communication ou publication concernant l'opération CIVIGAZ sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** doit mentionner la participation de **GRDF**, de **FACE Var**, de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, **ERILIA**, mais également de la Fondation FACE, de l'Agence du Service Civique (ASC), et le cas échéant des structures partenaires locales (notamment les rapports d'activités, brochures, dossiers et communiqués de presse, sites internet et intranet, newsletters, réseaux sociaux, affiches, ou pour toute action d'information relative au projet, quel que soit le support).

Les marques et logos des Parties, régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de la Partie concernée, qui est donc la seule détentrice du droit de les céder ou de les exploiter.

Cependant, dans le cadre de la stricte exécution de leurs engagements prévus par la Convention et dans les seules limites que cette exécution implique, les Parties pourront utiliser les marques et logos de chacune d'elles.

Chacune des Parties s'engage à soumettre à l'autre Partie tout projet de communication faisant apparaître la marque de cette dernière pour un agrément exprès préalablement à sa mise en œuvre.

Chacune des Parties pourra par ailleurs citer l'autre Partie en tant que « Partenaire » dans le strict cadre de l'objet de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à reproduire la ou les marque(s) de l'autre Partie de façon claire et visible et sans altération, c'est-à-dire dans un strict respect de la charte graphique préalablement communiquée par la Partie propriétaire de la marque concernée.

En cas de cessation de la Convention, pour quelque cause que ce soit, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques et logos de l'une ou de l'autre.

En cas de cessation de la Convention, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques, logos, identité et des supports de communication des autres Parties.

Les Parties s'engagent à préserver, à tout moment, la réputation et l'image de marque des autres partenaires.

ARTICLE 8. Confidentialité

Les Parties s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, commerciale, technique, financière, nominative, etc., qui lui auront été communiquées par l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention (les « Informations Confidentielles »), à l'exception des informations et documents transmis aux fins de communication.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance de la Convention pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celle-ci.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des Parties :

- a. de se prévaloir en justice des termes de la Convention pour en obtenir l'exécution par l'autre Partie ;

- b. de présenter les dispositions de la Convention à toute requête d'une autorité administrative ou judiciaire à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale ;
- c. de présenter les dispositions de la Convention lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

A la fin de la Convention, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage à restituer à l'autre Partie les Informations Confidentielles de l'autre Partie et à détruire les copies, sur tout support, qu'elle aura pu faire, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date effective de cessation de la Convention.

Cette obligation de restitution s'applique également aux analyses, notes, ou documents rédigés sur la base ou relative aux Informations Confidentielles, également confidentielles.

ARTICLE 9. Protection des données personnelles

Dispositions générales

Dans le cadre du présent partenariat, **ERILIA** sera amené à communiquer les données de contact de ses résidents à **GRDF** et l'association **FACE Var**.

Ces informations constituent des données à caractère personnel au sens :
· de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
· du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Si **GRDF** et **FACE Var** mettent en œuvre un traitement de données à caractère personnel à partir des données transmises dans le cadre de leur relation, il est expressément entendu qu'il s'agira d'un traitement pour ses besoins propres et qu'ils assumeront seuls les obligations et responsabilités en matière de traitement de données résultant de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Dès lors, **ERILIA** ne pourra être tenu responsable des manquements commis par ces structures sur les données transmises dont il ne maîtrise en rien l'utilisation faite. Les Parties s'engagent à respecter les obligations qui leur incombent au titre de la Réglementation Applicable, dont elles déclarent avoir parfaitement connaissance.

Sécurité des données

Les prises de contacts, via des appels téléphoniques ou courriers, qui seront confiés à **GRDF** et **FACE Var** auprès des locataires **ERILIA**, seront exclusivement liées aux besoins de rendez-vous personnalisés et pour recueillir l'accord des locataires à la participation au projet Civigaz. Les données transmises par **ERILIA** ne devront pas être conservées et utilisées à d'autres fins.

Chaque Partie est responsable des mesures techniques et organisationnelles appropriées qu'elle met en œuvre pour s'assurer et être en mesure de démontrer que les traitements sont effectués conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Confidentialité

Conformément aux articles 4.6° de la loi Informatique et Libertés et 32 du RGPD, **GRDF** et **FACE Var** s'engagent à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non-autorisées.

En outre, ils s'engagent à utiliser ces données uniquement dans le cadre de la convention de partenariat et donc à :

- Ne pas utiliser ces informations à d'autres fins que celles spécifiées au sein de ladite convention, sauf à obtenir l'accord préalable écrit des personnes concernées ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes en dehors du cadre prévu par la convention, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales en dehors du périmètre prévu par la convention, sauf à obtenir l'accord préalable écrit des personnes concernées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la convention.

Les termes autres que ceux définis dans la Convention ont le sens qui leur est donné dans les Lois de Protection des Données Personnelles qui désignent le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (désigné ci-après par "Données Personnelles") et à la libre circulation de ces données (ci-après désigné « RGPD ») ainsi que toute législation ou réglementation relative à la protection des Données Personnelles applicable aux Traitements effectués en application de la Convention.

Les Parties s'engagent à respecter toutes les obligations qui leur incombent conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles.

Les Parties s'engagent à garantir un haut niveau de confidentialité des Données Personnelles, notamment en mettant en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées aux traitements de données effectués dans le cadre de la présente convention afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, telles que des moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Chaque Partie s'engage à ce que les Données Personnelles qu'elle est amenée à traiter soient collectées, traitées et transférées conformément à la réglementation applicable.

Chaque Partie est responsable de Traitement, au sens de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, des Données Personnelles qu'elle traite pour ses besoins dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 10. Non exclusivité

La Convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

ARTICLE 11. Droit applicable et juridiction compétente

La Convention est soumise au droit français.

Toute contestation portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera soumise aux tribunaux compétents dans le ressort de la Cour d'appel de Paris, après tentative infructueuse de résolution amiable du différend entre les Parties.

ARTICLE 12. Clause de résiliation, de dénonciation

Chacun des signataires pourra dénoncer sa participation à la Convention. Toutefois, cette rupture devra être motivée 1 mois avant le recrutement des volontaires et ne pas nuire au bon déroulement du projet tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

ARTICLE 13. Clause éthique et développement durable

Les Parties déclarent et garantissent respecter (et avoir respecté, lors des 6 années précédant la signature du partenariat) les normes de droit international et du droit national applicable dans le cadre de ce partenariat et relatives :

1. aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ;
2. aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
3. aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
4. à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
5. au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
6. à la protection de l'environnement ;
7. aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable à la Convention), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;
8. à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
9. au droit de la concurrence.

Toute violation par les Parties des dispositions de la présente clause constitue un manquement contractuel conférant le droit à la Partie non défaillante de procéder à la suspension et/ou à la résiliation de la Convention.

Fait en quatre exemplaires, le JJ/MM/AAAA

Jean-Pierre GIRAN Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Erick MASCARO Directeur Territorial Var GRDF
Nathalie Alexandre Présidente de FACE Var	Eric TISSOT Directeur ERILIA

Convention de partenariat

Entre

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
TOULON HABITAT MEDITERRANEE (THM),**

FACE Var,

Et GRDF

dans le cadre du projet « CIVIGAZ »

Entre les soussignés

D'une part,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, son Président.

Ci-après nommée « la Métropole TPM »

D'autre part,

Toulon Habitat Méditerranée, THM, représenté par Madame Christel MONDOLONI, sa Directrice Générale.

Ci-après nommée « le bailleur »

FACE Var

Association Loi 1901, domiciliée au 237 Place de La Liberté, représenté par Nathalie ALEXANDRE, sa Présidente.

Ci-après nommée « La STRUCTURE LOCALE PORTEUSE » ou « La structure »

Et,

GRDF

Société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n°444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet, 75009 Paris, représentée par Erick MASCARO en sa qualité de Directeur Territoire Var, dûment habilité à cet effet,

Ci-après nommée « GRDF »

Désignés également, ensemble ou séparément, comme les “Parties” ou la “Partie”,

PREAMBULE

Présentation des Parties

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Dans le cadre de ses compétences en matière d’habitat, la métropole mène depuis plusieurs années d’une stratégie d’intervention forte en direction du parc privé.

Depuis sa création, et ce encore plus encore aujourd’hui face à la crise énergétique sans précédent et à laquelle nous devons faire face, la Métropole est engagée dans le souci de contribuer à ce que chacun de ses habitants puisse disposer d’un logement confortable, économe en énergie, et adapté à ses besoins.

Cette stratégie publique a trouvé sa déclinaison opérationnelle et innovante avec le déploiement du dispositif BIEN CHEZ SOI, service public permettant d’offrir à l’ensemble des administrés de la métropole un accompagnement pour l’amélioration et la rénovation de leur logement.

Aussi, depuis 2017, ce service, porte d’entrée unique pour l’ensemble des porteurs de projet sur le territoire métropolitain, accompagne, conseille, informe gratuitement les habitants dans leur parcours de rénovation. Il a permis d’accompagner des centaines de projets de rénovation de logements participant ainsi à l’amélioration de la qualité de l’habitat privé

En proposant un service unique et intégré tel que celui-ci, la métropole a innové. Elle a su s’emparer d’outils mis à disposition pour apporter une réponse la plus adaptée aux enjeux de son territoire et a su rendre lisible ses interventions en matière d’amélioration de l’habitat, de limiter les consommations énergétiques du parc résidentiel et de lutte contre les gaz à effet de serre.

THM

Gestionnaire locatif et social de la métropole Toulon Provence Méditerranée, Toulon Habitat Méditerranée (Office Public de l’Habitat de près de 14 000 logements) répond jour après jour aux besoins en logements sociaux et en aménagement urbain des zones sensibles, à la fois en rénovant l’existant et en développant de nouveaux projets.

Près de 300 collaborateurs mettent en œuvre au quotidien leurs compétences pour répondre au mieux aux attentes des locataires et des demandeurs de logements du territoire métropolitain.

Le contexte inflationniste et la crise énergétique des derniers mois ont pesé sur les finances des locataires de Toulon Habitat Méditerranée déjà contraints dans leur budget. De ce fait, l’entrée dans le dispositif CIVIGAZ traduit naturellement la poursuite de la politique volontariste de l’OPH en faveur de ses locataires, en les faisant bénéficier d’un accompagnement à la maîtrise de leur consommation énergétique mais aussi en contribuant au renforcement de la sécurité gaz dans leur logement.

FACE Var

FACE Var est un Club d'entreprises qui fait partie de la Communauté FACE, la Fondation pour l'Inclusion, présidée par Jean Castex. FACE Var a été créé en 2003 ; son conseil d'administration est composé d'entreprises et de la ville de Toulon, membre de droit.

FACE Var a pour objet social la mobilisation des entreprises du Var en faveur de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement et contre les discriminations. FACE Var agit avec les entreprises et pour les entreprises dans 4 domaines :

- l'éducation et l'orientation des jeunes en difficulté : pour faire le lien entre le monde de l'entreprise et les jeunes scolaires des quartiers sensibles ;
- l'inclusion par l'emploi : pour permettre à des chercheurs d'emploi éloignés du monde du travail d'accéder ou de retourner vers un emploi durable ;
- l'accès au droit : pour permettre l'accès au droit et aux services et assurer le maintien du lien social auprès de personnes en grande précarité
- la transition écologique et solidaire

GRDF

GRDF a pour mission, de concevoir, construire, exploiter et entretenir le réseau de distribution de gaz naturel en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte. Pour assurer cette mission, GRDF réunit rigueur, savoir-faire et esprit d'innovation tout au long d'une chaîne d'expertises au service de la sécurité du réseau

Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF s'est engagée à contribuer, sur le territoire qu'il dessert, au développement du réseau de distribution de gaz naturel en tant que celui-ci constitue un outil essentiel de la politique énergétique française visant à apporter aux consommateurs des solutions énergétiques performantes aux plans économique et environnemental.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone et contribuer à la transition écologique, le réseau de gaz naturel peut être un outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables sur le réseau grâce à son verdissement. Le gaz permet ainsi de répondre à tous les usages énergétiques en résidentiel comme en tertiaire grâce à des solutions couplant gaz naturel et EnR performantes et économiques pour les bâtiments.

Dans le contrat de service public 2019-2023 signé avec l'Etat, GRDF s'est engagé à mener des actions pour participer à la sécurisation des installations intérieures gaz et à la prévention auprès des clients en situation de précarité.

Le dispositif CIVIGAZ

CIVIGAZ est une opération initiée par la collaboration entre GRDF et la fondation FACE en vue d'accompagner le développement d'une action d'intérêt général au service des territoires pour lutter contre la précarité énergétique et renforcer la sécurité gaz dans les logements.

Le dispositif « CIVIGAZ » vise à lutter contre la précarité énergétique en lien avec la sécurité gaz via des visites réalisées au domicile de ménages modestes, ainsi que via des animations collectives et des accompagnements individualisés pour les publics concernés, par des volontaires en service civique et par des médiateurs professionnels.

CIVIGAZ a pour but de :

- Conseiller les familles sur la sécurité des installations intérieures gaz et la maîtrise de leur consommation énergétique (MDE) ;
- détecter des potentielles situations de précarité énergétique chez les habitants et faciliter la mise en lien avec les acteurs locaux compétents ;
- améliorer l'insertion socio-professionnelle de jeunes de 18 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap).
- promouvoir la citoyenneté et l'engagement des jeunes via notamment une mission d'intérêt général au bénéfice des personnes les plus vulnérables dans le cadre d'un programme de volontariat en Service civique ;

Ce dispositif contribuera à **sensibiliser environ 800 foyers** par le biais de visites à domicile sur 12 mois et **400 personnes** au travers d'informations collectives.

Les **logements ciblés** par CIVIGAZ pour les Visites à Domicile (VAD) disposent d'une **alimentation individuelle en gaz naturel** utilisée pour le chauffage, l'eau chaude et /ou la cuisson. Le parc social et le parc privé sont ciblés indépendamment de la notion de quartier prioritaire. Les quartiers qui présentent des taux significatifs de précarité énergétique seront ciblés en priorité par les territoires.

L'ensemble du dispositif national CIVIGAZ est coordonné par la Fondation FACE, OMEGA et GRDF.

FACE Var est la structure chargée de la réalisation du dispositif et de son déploiement local au sein de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**. Elle est appuyée dans cette mission par **GRDF**.

Constatant la convergence de leurs préoccupations, les Parties ont décidé de coopérer et ont convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1. Objet de la Convention

La présente convention de partenariat (ci-après la "Convention") a pour objet de définir les engagements réciproques de **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, THM et GRDF** dans le cadre de la réalisation du dispositif « CIVIGAZ », ci-après désigné "Dispositif", déployé sur le(s) territoire(s) de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2. Engagements des Parties

En signant la Convention, **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, THM et GRDF** s'engagent à respecter l'ensemble des obligations découlant de la mise en œuvre globale du Dispositif.

Plus spécifiquement, **FACE Var** s'engage dans les termes suivants à :

- Assurer le **portage administratif et financier des volontaires, via la Fondation FACE ou par son propre agrément** ;
- **Coordonner avec GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et THM, la mise en œuvre de l'opération** sur le territoire :
 - **Intégrer l'opération CIVIGAZ dans l'écosystème local** de partenaires et de dispositifs existants qui interviennent dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique et de l'insertion des jeunes ;
 - **Identifier des territoires cibles** avec la collectivité, les bailleurs sociaux et GRDF :

- pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
- dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
- Transmettre à GRDF national, au plus tard le 1er février 2024, la liste des rues à cibler pour le dispositif après concertation avec la direction territoriale de GRDF, les bailleurs sociaux et la collectivité (*liste à joindre en annexe de la Convention en précisant s'il s'agit de parc de bailleurs sociaux ou du parc privé*)
- Organiser et animer les comités de partenariats locaux avec GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et THM et tout autre acteur local jugé pertinent par les parties ;
- Assurer la gestion opérationnelle locale du projet, c'est-à-dire :
 - Organiser le recrutement, la formation et le management de l'équipe de volontaires ;
 - Assurer une présence quotidienne auprès des volontaires dans les parcs de logements visités, via 2 médiateur.trice, encadrant technique de l'équipe de volontaires,
 - Assurer la coordination globale du projet à travers la présence d'un.e coordinateur.trice territorial.e de projet.
 - Préparer et organiser l'activité des volontaires (tout au long de la mission (formation, visites-à-domicile, accompagnement au projet d'avenir)
 - Mettre en œuvre un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et écogeste) dont le contenu est précisé en annexe
 - Mettre en œuvre un programme d'informations collectives
 - Gérer la logistique du projet : local, gestion des stocks, déplacements, en lien avec la Fondation FACE, Oméga et GRDF
 - Favoriser la mobilité douce dans le cadre des déplacements quotidiens de l'équipe CIVIGAZ (métro, tramway, location de vélo, véhicule au GNV / électrique, etc.) dans une logique de cohérence avec les valeurs portées par le projet
 - Réaliser le reporting mensuel et le transmettre à la Fondation FACE le 5 de chaque mois
 - Réaliser un rapport final (bilan quantitatif, qualitatif), à transmettre à la Fondation, GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et THM au terme de la fin de l'opération
- Assurer l'animation et l'accompagnement des volontaires dans leur « projet d'avenir » (accompagnement social, professionnel et développement personnel)
- Assurer la mise en place d'actions de formations civiques et citoyennes (Formation au premier secours, modules de formation sur les valeurs de la république et la découverte des institutions françaises et européennes, débats/conférences/forums sur les enjeux sociaux, etc.)
- Contribuer à la communication locale de l'opération en lien étroit avec La Métropole Toulon Provence Méditerranée, THM et la Direction territoriale de GRDF

- La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage dans les termes suivants :
- Contribuer à l'**identification des quartiers cibles où il existe des potentiels de gisements de logements occupés par des ménages en situation de précarité (parc privé / parc social)**
- Contribuer à la **communication locale de l'opération** en lien étroit avec **FACE Var, THM et GRDF** :
 - Coréaliser un **courrier d'information des habitants** (signé par la collectivité) ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés ;
 - Concourir à donner de la visibilité à l'action (newsletter de la collectivité, information sur son site Internet, etc.) et faciliter les possibilités d'affichage pour communiquer sur l'opération (panneau d'affichage, etc.)
 - Faciliter l'organisation d'animations collectives
 - dans des lieux stratégiques (ex : stand dans un marché) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif (en particulier en parc privé) en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile, permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement.
 - Dans des lieux dédiés à des animations collectives de quartier ayant pour principale thématique la maîtrise de la demande en énergie.
- Garantir l'**intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs représentants de la collectivité au Comité de Partenariats locaux ;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission à la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Var** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser dans le cadre de l'orientation des habitants
- Prendre connaissance des situations rencontrées transmises par la coordinatrice et/ou le.a médiateur.ice suite à certaines visites à domicile effectuée dans son parc immobilier.;
- Participer à la définition des **modalités d'intervention des volontaires** sur les territoires ;
- Contribuer à la **formation initiale des volontaires** à travers, par exemple, la présentation de ses services et dispositifs :
 - Les dispositifs existants sur le territoire pour lutter contre la Précarité Énergétique
 - Les services et acteurs locaux : le Service d'Hygiène de la ville, le CCAS, etc.
- Contribuer éventuellement à la formation civique et citoyenne des volontaires :
 - en leur proposant la visite d'un musée, d'un tribunal, la rencontre avec un élu, etc.
 - en jouant le rôle de facilitateur auprès des établissements scolaires pour permettre aux volontaires d'organiser des ateliers collectifs sur le développement durable et l'économie circulaire et sensibiliser des élèves de primaire et collèges dans le respect des programmes scolaires
- Participer à l'élaboration du bilan du dispositif

- Assurer l'**accueil des volontaires et des Médiateurs**, le lieu d'implantation pour cette mission de 12 mois est situé sur la commune de Toulon. L'usage qui sera fait de cette mise à disposition sera :
 - Une base pour le départ et le retour des volontaires et des médiateurs;
 - Un lieu adéquat pour les prises de repas du midi
 - Le lieu d'animation des réunions avec les volontaires et des médiateurs CIVIGAZ
 - Le lieu dédié à l'accompagnement socioprofessionnel des volontaires et leur formation civique et citoyennes
 - La Ville de Toulon prendra en charge les frais du local (loyer, fluides, connexion internet,...).

Plus spécifiquement, la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** prendra en charge les frais de déplacement des volontaires CIVIGAZ sur le réseau Mistral à hauteur de 10 abonnements maximum pour la durée de de leur service civique

THM s'engage dans les termes suivants :

- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **FACE Var**, **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** et **GRDF**
- Garantir l'**intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs de ses représentants au Comité de Partenariats locaux;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Var** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser ;
 - La contribution à l'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention sur son parc de logements, en transmettant la liste de ses logements ciblés par l'opération à la structure locale porteuse avant le 1er octobre 2023 (liste à joindre en annexe de la Convention)
- Participer à la définition des modalités d'intervention des volontaires sur son parc de logements ;
- Autoriser FACE Var à déployer un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et éco-geste) dont le contenu est précisé en annexe
- Prendre connaissance des situations rencontrées qui lui seront transmises suite à certaines visites à domicile par la coordinatrice et/ou le.a médiateur.rice ;
- Procéder aux remplacements des robinets à bouts soudés (appareils de cuisson), interdits par la réglementation, détectés sur son parc de logement dans le cadre des visites à domicile réalisées par les intervenants CIVIGAZ
- **Faciliter l'organisation d'animations collectives** dans des lieux stratégiques (ex : dans les halls ou en bas d'immeuble, « kiosque » permanent) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile permettant

d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement

- Coréaliser le **courrier d'information des habitants** ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés
- Participer à l'élaboration du bilan de l'opération

GRDF s'engage dans les termes suivants à :

- Participer aux **réunions des Comités de partenariats locaux**;
- Contribuer activement à l'**identification des territoires** à cibler par l'opération avec **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et THM**;
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - Dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
- Contribuer avec **FACE Var** à la mobilisation des parties prenantes ;
- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **La Métropole Toulon Provence Méditerranée, THM et FACE Var**;
- Transmettre à la **FACE Var** les **adresses des points de livraison gaz**, pour cibler précisément les personnes éligibles à l'action de sensibilisation CIVIGAZ ;
- Contribuer à l'**organisation des événements presse**
- Contribuer à la **formation des volontaires** par une intervention pendant les modules de formation sur la sécurité de l'utilisation des équipements gaz ;
- Contribuer à la **réflexion des volontaires sur leurs projets d'avenir** en leur présentant les métiers de GRDF.

ARTICLE 3. Durée de la Convention

La Convention prend effet à la date de la signature des Parties. Toute nouvelle mission donnerait lieu à l'établissement d'un avenant signé par les Parties ou à une nouvelle convention.

La date prévisionnelle de fin de Convention est fixée au **31 octobre 2024**.

ARTICLE 4. Modalités financières

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, contribuera au financement en nature, de la prise en charge des transports pour les volontaires.

GRDF, contribuera au financement du déploiement du dispositif à hauteur de 109 000 euros HT. Cette contribution financière, a été versée par GRDF à la Fondation FACE, dans le cadre d'un mécénat externe à la présente Convention. Les sommes versées par GRDF seront redistribuées aux Structures Locales Porteuses, directement par la Fondation FACE.

ARTICLE 5 : Suivi des actions CIVIGAZ

Afin de s'assurer de la traçabilité des actions d'informations et de sensibilisation effectuées par les volontaires, les résultats des visites devront donner lieu à l'établissement d'une fiche de reporting.

La Structure Locale Porteuse s'interdit formellement d'utiliser directement ou indirectement et de transmettre à un tiers, les fiches ou leur contenu à toutes autres fins que celles prévues par la Convention.

ARTICLE 6 : Responsabilités et Assurances

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause, ou que son personnel ou toutes personnes auxquelles elle ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et places causent, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention à l'exclusion expresse des dommages immatériels tels que notamment perte de profit, perte de recette, perte d'exploitation.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour couvrir l'exécution des présentes et garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Elle s'engage à maintenir et à renouveler ces polices d'assurance en temps utile, à en justifier à première demande auprès des partenaires, et à en acquitter régulièrement les primes.

ARTICLE 7. Communication

Toute communication ou publication concernant l'opération CIVIGAZ sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** doit mentionner la participation de **GRDF**, de **FACE Var**, de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, **THM**, mais également de la Fondation FACE, de l'Agence du Service Civique (ASC), et le cas échéant des structures partenaires locales (notamment les rapports d'activités, brochures, dossiers et communiqués de presse, sites internet et intranet, newsletters, réseaux sociaux, affiches, ou pour toute action d'information relative au projet, quel que soit le support).

Les marques et logos des Parties, régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de la Partie concernée, qui est donc la seule détentrice du droit de les céder ou de les exploiter.

Cependant, dans le cadre de la stricte exécution de leurs engagements prévus par la Convention et dans les seules limites que cette exécution implique, les Parties pourront utiliser les marques et logos de chacune d'elles.

Chacune des Parties s'engage à soumettre à l'autre Partie tout projet de communication faisant apparaître la marque de cette dernière pour un agrément exprès préalablement à sa mise en œuvre.

Chacune des Parties pourra par ailleurs citer l'autre Partie en tant que « Partenaire » dans le strict cadre de l'objet de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à reproduire la ou les marque(s) de l'autre Partie de façon claire et visible et sans altération, c'est-à-dire dans un strict respect de la charte graphique préalablement communiquée par la Partie propriétaire de la marque concernée.

En cas de cessation de la Convention, pour quelque cause que ce soit, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques et logos de l'une ou de l'autre.

En cas de cessation de la Convention, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques, logos, identité et des supports de communication des autres Parties.

Les Parties s'engagent à préserver, à tout moment, la réputation et l'image de marque des autres partenaires.

ARTICLE 8. Confidentialité

Les Parties s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, commerciale, technique, financière, nominative, etc., qui lui auront été communiquées par l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention (les « Informations Confidentielles »), à l'exception des informations et documents transmis aux fins de communication.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance de la Convention pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celle-ci.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des Parties :

- a. de se prévaloir en justice des termes de la Convention pour en obtenir l'exécution par l'autre Partie ;
- b. de présenter les dispositions de la Convention à toute requête d'une autorité administrative ou judiciaire à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale ;
- c. de présenter les dispositions de la Convention lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

A la fin de la Convention, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage à restituer à l'autre Partie les Informations Confidentielles de l'autre Partie et à détruire les copies, sur tout support, qu'elle aura pu faire, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date effective de cessation de la Convention.

Cette obligation de restitution s'applique également aux analyses, notes, ou documents rédigés sur la base ou relative aux Informations Confidentielles, également confidentielles.

ARTICLE 9. Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter toutes les obligations qui leur incombent conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles.

Les Parties s'engagent à garantir un haut niveau de confidentialité des Données Personnelles, notamment en mettant en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées aux traitements de données effectués dans le cadre de la présente convention afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, telles que des moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Chaque Partie s'engage à ce que les Données Personnelles qu'elle est amenée à traiter soient collectées, traitées et transférées conformément à la réglementation applicable.

Chaque Partie est responsable de Traitement, au sens de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, des Données Personnelles qu'elle traite pour ses besoins dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 10. Non exclusivité

La Convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

ARTICLE 11. Droit applicable et juridiction compétente

La Convention est soumise au droit français.

Toute contestation portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera soumise aux tribunaux compétents dans le ressort de la Cour d'appel de Paris, après tentative infructueuse de résolution amiable du différend entre les Parties.

ARTICLE 12. Clause de résiliation, de dénonciation

Chacun des signataires pourra dénoncer sa participation à la Convention. Toutefois, cette rupture devra être motivée 1 mois avant le recrutement des volontaires et ne pas nuire au bon déroulement du projet tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

ARTICLE 13. Clause éthique et développement durable

Les Parties déclarent et garantissent respecter (et avoir respecté, lors des 6 années précédant la signature du partenariat) les normes de droit international et du droit national applicable dans le cadre de ce partenariat et relatives :

1. aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ;
2. aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
3. aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
4. à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
5. au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
6. à la protection de l'environnement ;
7. aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable à la Convention), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;
8. à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
9. au droit de la concurrence.

Toute violation par les Parties des dispositions de la présente clause constitue un manquement contractuel conférant le droit à la Partie non défaillante de procéder à la suspension et/ou à la résiliation de la Convention.

Fait en quatre exemplaires, le JJ/MM/AAAA

<p>Jean-Pierre GIRAN Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée</p>	<p>Erick MASCARO Directeur Territorial Var GRDF</p>
<p>Nathalie Alexandre Présidente de FACE Var</p>	<p>Madame Christel MONDOLONI Directrice Générale de Toulon Provence Méditerranée.</p>

Convention de partenariat

Entre

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

VAR-HABITAT,

FACE Var,

Et GRDF

dans le cadre du projet « CIVIGAZ »

Entre les soussignés

D'une part,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, son Président.

Ci-après nommée « la Métropole TPM »

D'autre part,

VAR-HABITAT, représenté par Monsieur Martial AUBRY son Directeur Général.

Ci-après nommée « le bailleur »

FACE Var

Association Loi 1901, domiciliée au 237 Place de La Liberté, représenté par Nathalie ALEXANDRE, sa Présidente.

Ci-après nommée « La STRUCTURE LOCALE PORTEUSE » ou « La structure »

Et,

GRDF

Société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n°444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet, 75009 Paris, représentée par Erick MASCARO en sa qualité de Directeur Territoire Var, dûment habilité à cet effet,

Ci-après nommée « GRDF »

Désignés également, ensemble ou séparément, comme les "Parties" ou la "Partie",

PREAMBULE

Présentation des Parties

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Dans le cadre de ses compétences en matière d'habitat, la métropole mène depuis plusieurs années d'une stratégie d'intervention forte en direction du parc privé.

Depuis sa création, et ce encore plus encore aujourd'hui face à la crise énergétique sans précédent et à laquelle nous devons faire face, la Métropole est engagée dans le souci de contribuer à ce que chacun de ses habitants puisse disposer d'un logement confortable, économe en énergie, et adapté à ses besoins.

Cette stratégie publique a trouvé sa déclinaison opérationnelle et innovante avec le déploiement du dispositif BIEN CHEZ SOI, service public permettant d'offrir à l'ensemble des administrés de la métropole un accompagnement pour l'amélioration et la rénovation de leur logement.

Aussi, depuis 2017, ce service, porte d'entrée unique pour l'ensemble des porteurs de projet sur le territoire métropolitain, accompagne, conseille, informe gratuitement les habitants dans leur parcours de rénovation. Il a permis d'accompagner des centaines de projets de rénovation de logements participant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'habitat privé

En proposant un service unique et intégré tel que celui-ci, la métropole a innové. Elle a su s'emparer d'outils mis à disposition pour apporter une réponse la plus adaptée aux enjeux de son territoire et a su rendre lisible ses interventions en matière d'amélioration de l'habitat, de limiter les consommations énergétiques du parc résidentiel et de lutte contre les gaz à effet de serre.

VAR-HABITAT

L'OPH Var Habitat est le premier bailleur du Var avec près de 16 000 logements en gestion répartis sur 90 communes. Les quelques 300 collaborateurs dont les 2/3 sont répartis sur le département travaillent au plus proche des locataires.

L'Office Public de l'Habitat du Var remplit trois missions principales :

- Aménager et construire une offre locative diversifiée,
- Loger les varois et améliorer le quotidien de ses locataires,
- Offrir des logements à l'accession à la propriété.

FACE Var

FACE Var est un Club d'entreprises qui fait partie de la Communauté FACE, la Fondation pour l'Inclusion, présidée par Jean Castex. FACE Var a été créé en 2003 ; son conseil d'administration est composé d'entreprises et de la ville de Toulon, membre de droit.

FACE Var a pour objet social la mobilisation des entreprises du Var en faveur de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement et contre les discriminations. FACE Var agit avec les entreprises et pour les entreprises dans 4 domaines :

- l'éducation et l'orientation des jeunes en difficulté : pour faire le lien entre le monde de l'entreprise et les jeunes scolaires des quartiers sensibles ;

- l'inclusion par l'emploi : pour permettre à des chercheurs d'emploi éloignés du monde du travail d'accéder ou de retourner vers un emploi durable ;
- l'accès au droit : pour permettre l'accès au droit et aux services et assurer le maintien du lien social auprès de personnes en grande précarité
- la transition écologique et solidaire

GRDF

GRDF a pour mission, de concevoir, construire, exploiter et entretenir le réseau de distribution de gaz naturel en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte. Pour assurer cette mission, GRDF réunit rigueur, savoir-faire et esprit d'innovation tout au long d'une chaîne d'expertises au service de la sécurité du réseau

Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF s'est engagée à contribuer, sur le territoire qu'il dessert, au développement du réseau de distribution de gaz naturel en tant que celui-ci constitue un outil essentiel de la politique énergétique française visant à apporter aux consommateurs des solutions énergétiques performantes aux plans économique et environnemental.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone et contribuer à la transition écologique, le réseau de gaz naturel peut être un outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables sur le réseau grâce à son verdissement. Le gaz permet ainsi de répondre à tous les usages énergétiques en résidentiel comme en tertiaire grâce à des solutions couplant gaz naturel et EnR performantes et économiques pour les bâtiments.

Dans le contrat de service public 2019-2023 signé avec l'Etat, GRDF s'est engagé à mener des actions pour participer à la sécurisation des installations intérieures gaz et à la prévention auprès des clients en situation de précarité.

Le dispositif CIVIGAZ

CIVIGAZ est une opération initiée par la collaboration entre GRDF et la fondation FACE en vue d'accompagner le développement d'une action d'intérêt général au service des territoires pour lutter contre la précarité énergétique et renforcer la sécurité gaz dans les logements.

Le dispositif « CIVIGAZ » vise à lutter contre la précarité énergétique en lien avec la sécurité gaz via des visites réalisées au domicile de ménages modestes, ainsi que via des animations collectives et des accompagnements individualisés pour les publics concernés, par des volontaires en service civique et par des médiateurs professionnels.

CIVIGAZ a pour but de :

- Conseiller les familles sur la sécurité des installations intérieures gaz et la maîtrise de leur consommation énergétique (MDE) ;
- détecter des potentielles situations de précarité énergétique chez les habitants et faciliter la mise en lien avec les acteurs locaux compétents ;
- améliorer l'insertion socio-professionnelle de jeunes de 18 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap).
- promouvoir la citoyenneté et l'engagement des jeunes via notamment une mission d'intérêt général au bénéfice des personnes les plus vulnérables dans le cadre d'un programme de volontariat en Service civique ;

Ce dispositif contribuera à **sensibiliser environ 800 foyers** par le biais de visites à domicile sur 12 mois et **400 personnes** au travers d'informations collectives.

Les **logements ciblés** par CIVIGAZ pour les Visites à Domicile (VAD) disposent d'une **alimentation individuelle en gaz naturel** utilisée pour le chauffage, l'eau chaude et /ou la cuisson. Le parc social et le parc privé sont ciblés indépendamment de la notion de quartier prioritaire. Les quartiers qui présentent des taux significatifs de **précarité énergétique** seront ciblés en priorité par les territoires.

L'ensemble du dispositif national CIVIGAZ est coordonné par la Fondation FACE, OMEGA et GRDF.

FACE Var est la structure chargée de la réalisation du dispositif et de son déploiement local au sein de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**. Elle est appuyée dans cette mission par **GRDF**.

Constatant la convergence de leurs préoccupations, les Parties ont décidé de coopérer et ont convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1. Objet de la Convention

La présente convention de partenariat (ci-après la "Convention") a pour objet de définir les engagements réciproques de **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, VAR-HABITAT et GRDF** dans le cadre de la réalisation du dispositif « CIVIGAZ », ci-après désigné "Dispositif", déployé sur le(s) territoire(s) de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2. Engagements des Parties

En signant la Convention, **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée, VAR-HABITAT et GRDF** s'engagent à respecter l'ensemble des obligations découlant de la mise en œuvre globale du Dispositif.

Plus spécifiquement, **FACE Var** s'engage dans les termes suivants à :

- Assurer le **portage administratif et financier des volontaires, via la Fondation FACE ou par son propre agrément ;**
- **Coordonner avec GRDF, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et VAR-HABITAT, la mise en œuvre de l'opération sur le territoire :**
 - **Intégrer l'opération CIVIGAZ dans l'écosystème local** de partenaires et de dispositifs existants qui interviennent dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique et de l'insertion des jeunes ;
 - **Identifier des territoires cibles** avec la collectivité, les bailleurs sociaux et GRDF :
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
 - **Transmettre à GRDF national, au plus tard le 1er février 2024, la liste des rues à cibler pour le dispositif après concertation avec la direction territoriale de GRDF, les**

bailleurs sociaux et la collectivité (*liste à joindre en annexe de la Convention en précisant s'il s'agit de parc de bailleurs sociaux ou du parc privé*)

- Organiser et animer les **comités de partenariats locaux** avec GRDF, **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** et **VAR-HABITAT** et tout autre acteur local jugé pertinent par les parties ;
- Assurer la **gestion opérationnelle** locale du projet, c'est-à-dire :
 - Organiser le **recrutement, la formation et le management** de l'équipe de volontaires ;
 - Assurer une présence quotidienne auprès des volontaires dans les parcs de logements visités, via 2 **médiateur.trice**, encadrant technique de l'équipe de volontaires,
 - Assurer la coordination globale du projet à travers la présence d'un.e **coordinateur.trice territorial.e** de projet.
 - Préparer et **organiser l'activité** des volontaires (tout au long de la mission (formation, visites-à-domicile, accompagnement au projet d'avenir)
 - Mettre en œuvre un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et écogeste) dont le contenu est précisé en annexe
 - Mettre en œuvre un programme d'informations collectives
 - Gérer la **logistique** du projet : local, gestion des stocks, déplacements, en lien avec la Fondation FACE, Oméga et GRDF
 - Favoriser la **mobilité douce** dans le cadre des déplacements quotidiens de l'équipe CIVIGAZ (métro, tramway, location de vélo, véhicule au GNV / électrique, etc.) dans une logique de cohérence avec les valeurs portées par le projet
 - Réaliser le **reporting mensuel** et le transmettre à la Fondation FACE le 5 de chaque mois
 - Réaliser un **rapport final** (bilan quantitatif, qualitatif), à transmettre à la Fondation, GRDF, **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** et **VAR-HABITAT** au terme de la fin de l'opération
- Assurer **l'animation et l'accompagnement des volontaires** dans leur « projet d'avenir » (accompagnement social, professionnel et développement personnel)
- Assurer la **mise en place d'actions de formations civiques et citoyennes** (Formation au premier secours, modules de formation sur les valeurs de la république et la découverte des institutions françaises et européennes, débats/conférences/forums sur les enjeux sociaux, etc.)
- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, **VAR-HABITAT** et la Direction territoriale de GRDF
 - **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** s'engage dans les termes suivants :
- Contribuer à l'**identification des quartiers cibles où il existe des potentiels de gisements de logements occupés par des ménages en situation de précarité (parc privé / parc social)**
- Contribuer à la **communication locale de l'opération** en lien étroit avec **FACE Var**, **VAR-HABITAT** et **GRDF** :
 - Coréaliser un **courrier d'information des habitants** (signé par la collectivité) ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés ;

- Concourir à donner de la visibilité à l'action (newsletter de la collectivité, information sur son site Internet, etc.) et faciliter les possibilités d'affichage pour communiquer sur l'opération (panneau d'affichage, etc.)
- Faciliter l'organisation d'animations collectives
 - dans des lieux stratégiques (ex : stand dans un marché) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif (en particulier en parc privé) en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile, permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement.
 - Dans des lieux dédiés à des animations collectives de quartier ayant pour principale thématique la maîtrise de la demande en énergie.
- **Garantir l'intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs représentants de la collectivité au Comité de Partenariats locaux ;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission à la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Var** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser dans le cadre de l'orientation des habitants
- Prendre connaissance des situations rencontrées transmises par la coordinatrice et/ou le médiateur suite à certaines visites à domicile effectuée dans son parc immobilier ;
- Participer à la définition des **modalités d'intervention des volontaires** sur les territoires ;
- Contribuer à la **formation initiale des volontaires** à travers, par exemple, la présentation de ses services et dispositifs :
 - Les dispositifs existants sur le territoire pour lutter contre la Précarité Énergétique
 - Les services et acteurs locaux : le Service d'Hygiène de la ville, le CCAS, etc.
- Contribuer éventuellement à la formation civique et citoyenne des volontaires :
 - en leur proposant la visite d'un musée, d'un tribunal, la rencontre avec un élu, etc.
 - en jouant le rôle de facilitateur auprès des établissements scolaires pour permettre aux volontaires d'organiser des ateliers collectifs sur le développement durable et l'économie circulaire et sensibiliser des élèves de primaire et collèges dans le respect des programmes scolaires
- Participer à l'élaboration du bilan du dispositif
- Assurer **l'accueil des volontaires et des Médiateurs**, le lieu d'implantation pour cette mission de 12 mois est situé sur la commune de Toulon. L'usage qui sera fait de cette mise à disposition sera :
 - Une base pour le départ et le retour des volontaires et des médiateurs;
 - Un lieu adéquat pour les prises de repas du midi
 - Le lieu d'animation des réunions avec les volontaires et des médiateurs CIVIGAZ

- Le lieu dédié à l'accompagnement socioprofessionnel des volontaires et leur formation civique et citoyennes
- La Ville de Toulon prendra en charge les frais du local (loyer, fluides, connexion internet,...).

Plus spécifiquement, la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** prendra en charge les frais de déplacement des volontaires CIVIGAZ sur le réseau Mistral à hauteur de 10 abonnements maximum pour la durée de de leur service civique

VAR-HABITAT s'engage dans les termes suivants :

- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée** et **GRDF**
- Garantir **l'intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs de ses représentants au Comité de Partenariats locaux;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Var** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser ;
 - La contribution à l'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention sur son parc de logements, en transmettant la liste de ses logements ciblés par l'opération à la structure locale porteuse avant le 1er octobre 2023 (liste à joindre en annexe de la Convention)
- Participer à la définition des modalités d'intervention des volontaires sur son parc de logements ;
- Autoriser FACE Var à déployer un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et éco-geste) dont le contenu est précisé en annexe
- Prendre connaissance des situations rencontrées qui lui seront transmises suite à certaines visites à domicile par la coordinatrice et/ou le médiateur.rice ;
- Procéder aux remplacements des robinets à bouts soudés (appareils de cuisson), interdits par la réglementation, détectés sur son parc de logement dans le cadre des visites à domicile réalisées par les intervenants CIVIGAZ
- **Faciliter l'organisation d'animations collectives** dans des lieux stratégiques (ex : dans les halls ou en bas d'immeuble, « kiosque » permanent) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement
- Coréaliser le **courrier d'information des habitants** ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés
- Participer à l'élaboration du bilan de l'opération

GRDF s'engage dans les termes suivants à :

- Participer aux **réunions des Comités de partenariats locaux**;
- Contribuer activement à **l'identification des territoires** à cibler par l'opération avec **FACE Var, La Métropole Toulon Provence Méditerranée et VAR-HABITAT**;
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - Dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
- Contribuer avec **FACE Var** à la mobilisation des parties prenantes ;
- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **La Métropole Toulon Provence Méditerranée, VAR-HABITAT et FACE Var**;
- Transmettre à la **FACE Var** les **adresses des points de livraison gaz**, pour cibler précisément les personnes éligibles à l'action de sensibilisation CIVIGAZ ;
- Contribuer à **l'organisation des évènements presse**
- Contribuer à la **formation des volontaires** par une intervention pendant les modules de formation sur la sécurité de l'utilisation des équipements gaz ;
- Contribuer à la **réflexion des volontaires sur leurs projets d'avenir** en leur présentant les métiers de GRDF.

ARTICLE 3. Durée de la Convention

La Convention prend effet à la date de la signature des Parties. Toute nouvelle mission donnerait lieu à l'établissement d'un avenant signé par les Parties ou à une nouvelle convention.

La date prévisionnelle de fin de Convention est fixée au **31 octobre 2024**.

ARTICLE 4. Modalités financières

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, contribuera au financement en nature, de la prise en charge des transports pour les volontaires.

GRDF, contribuera au financement du déploiement du dispositif à hauteur de 109 000 euros HT. Cette contribution financière, a été versée par GRDF à la Fondation FACE, dans le cadre d'un mécénat externe à la présente Convention. Les sommes versées par GRDF seront redistribuées aux Structures Locales Porteuses, directement par la Fondation FACE.

ARTICLE 5 : Suivi des actions CIVIGAZ

Afin de s'assurer de la traçabilité des actions d'informations et de sensibilisation effectuées par les volontaires, les résultats des visites devront donner lieu à l'établissement d'une fiche de reporting.

La Structure Locale Porteuse s'interdit formellement d'utiliser directement ou indirectement et de transmettre à un tiers, les fiches ou leur contenu à toutes autres fins que celles prévues par la Convention.

ARTICLE 6 : Responsabilités et Assurances

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause, ou que son personnel ou toutes personnes auxquelles elle ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et places causent, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention à l'exclusion expresse des dommages immatériels tels que notamment perte de profit, perte de recette, perte d'exploitation.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour couvrir l'exécution des présentes et garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Elle s'engage à maintenir et à renouveler ces polices d'assurance en temps utile, à en justifier à première demande auprès des partenaires, et à en acquitter régulièrement les primes.

ARTICLE 7. Communication

Toute communication ou publication concernant l'opération CIVIGAZ sur le territoire de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée** doit mentionner la participation de **GRDF**, de **FACE Var**, de **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, **VAR-HABITAT**, mais également de la Fondation **FACE**, de l'Agence du Service Civique (ASC), et le cas échéant des structures partenaires locales (notamment les rapports d'activités, brochures, dossiers et communiqués de presse, sites internet et intranet, newsletters, réseaux sociaux, affiches, ou pour toute action d'information relative au projet, quel que soit le support).

Les marques et logos des Parties, régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de la Partie concernée, qui est donc la seule détentrice du droit de les céder ou de les exploiter.

Cependant, dans le cadre de la stricte exécution de leurs engagements prévus par la Convention et dans les seules limites que cette exécution implique, les Parties pourront utiliser les marques et logos de chacune d'elles.

Chacune des Parties s'engage à soumettre à l'autre Partie tout projet de communication faisant apparaître la marque de cette dernière pour un agrément exprès préalablement à sa mise en œuvre.

Chacune des Parties pourra par ailleurs citer l'autre Partie en tant que « Partenaire » dans le strict cadre de l'objet de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à reproduire la ou les marque(s) de l'autre Partie de façon claire et visible et sans altération, c'est-à-dire dans un strict respect de la charte graphique préalablement communiquée par la Partie propriétaire de la marque concernée.

En cas de cessation de la Convention, pour quelque cause que ce soit, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques et logos de l'une ou de l'autre.

En cas de cessation de la Convention, les Parties cesseront immédiatement tout usage des marques, logos, identité et des supports de communication des autres Parties.

Les Parties s'engagent à préserver, à tout moment, la réputation et l'image de marque des autres partenaires.

ARTICLE 8. Confidentialité

Les Parties s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, commerciale, technique, financière, nominative, etc., qui lui auront été communiquées par l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention (les « Informations Confidentielles »), à l'exception des informations et documents transmis aux fins de communication.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance de la Convention pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celle-ci.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des Parties :

- a. de se prévaloir en justice des termes de la Convention pour en obtenir l'exécution par l'autre Partie ;
- b. de présenter les dispositions de la Convention à toute requête d'une autorité administrative ou judiciaire à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale ;
- c. de présenter les dispositions de la Convention lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

A la fin de la Convention, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage à restituer à l'autre Partie les Informations Confidentielles de l'autre Partie et à détruire les copies, sur tout support, qu'elle aura pu faire, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date effective de cessation de la Convention.

Cette obligation de restitution s'applique également aux analyses, notes, ou documents rédigés sur la base ou relative aux Informations Confidentielles, également confidentielles.

ARTICLE 9. Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter toutes les obligations qui leur incombent conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles.

Les Parties s'engagent à garantir un haut niveau de confidentialité des Données Personnelles, notamment en mettant en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées aux traitements de données effectués dans le cadre de la présente convention afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, telles que des moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Chaque Partie s'engage à ce que les Données Personnelles qu'elle est amenée à traiter soient collectées, traitées et transférées conformément à la réglementation applicable.

Chaque Partie est responsable de Traitement, au sens de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, des Données Personnelles qu'elle traite pour ses besoins dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 10. Non exclusivité

La Convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

ARTICLE 11. Droit applicable et juridiction compétente

La Convention est soumise au droit français.

Toute contestation portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera soumise aux tribunaux compétents dans le ressort de la Cour d'appel de Paris, après tentative infructueuse de résolution amiable du différend entre les Parties.

ARTICLE 12. Clause de résiliation, de dénonciation

Chacun des signataires pourra dénoncer sa participation à la Convention. Toutefois, cette rupture devra être motivée 1 mois avant le recrutement des volontaires et ne pas nuire au bon déroulement du projet tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

ARTICLE 13. Clause éthique et développement durable

Les Parties déclarent et garantissent respecter (et avoir respecté, lors des 6 années précédant la signature du partenariat) les normes de droit international et du droit national applicable dans le cadre de ce partenariat et relatives :

1. aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ;
2. aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
3. aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
4. à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
5. au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
6. à la protection de l'environnement ;
7. aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable à la Convention), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;
8. à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
9. au droit de la concurrence.

Toute violation par les Parties des dispositions de la présente clause constitue un manquement contractuel conférant le droit à la Partie non défaillante de procéder à la suspension et/ou à la résiliation de la Convention.

Fait en quatre exemplaires, le JJ/MM/AAAA

Jean-Pierre GIRAN Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Erick MASCARO Directeur Territorial Var GRDF
Nathalie Alexandre Présidente de FACE Var	Martial AUBRY Directeur Général de VAR-HABITAT

